

## Dialogue avec Boris Akounine

**"Mikhaïl Khodorkovski: PAROLES LIBRES" Librairie Arthème Fayard, 2011, traduit du russe et annoté par Galia Ackermann)**

**B. A. :** Ce qui est le plus pénible dans tous ces événements, c'est le déroulement du procès. Commençons donc par le tribunal et les juges. Il me semble qu'en Russie, aujourd'hui, nous vivons à une époque où chacun porte la responsabilité de ses actes. Chacun a le choix de participer ou non à la vilénie. À l'époque de la Grande Terreur, les juges et les procureurs prononçaient à la chaîne des condamnations par peur pour leurs propres vies. À l'époque de Brejnev, s'ils refusaient de condamner un dissident, ils risquaient eux-mêmes la prison ou l'hôpital psychiatrique. Mais aujourd'hui, il ne s'agit que de carrière : on peut retirer sa robe de juge et entrer au barreau. Le choix n'est donc pas si dramatique et un acte de bassesse ne se justifie pas. L'affaire Loukos est la page la plus honteuse de l'histoire de la justice postsoviétique. Elle figurera sans aucun doute dans les manuels d'histoire. On y lira non seulement les noms des condamnés, mais aussi ceux des «meilleurs élèves» de la guilde de juges et des procureurs, comme cela s'est passé avec l'inoubliable juge Savéliéva, qui dénigrait publiquement pour «parasitisme» Joseph Brodsky, futur Prix Nobel de littérature.

Que pensez-vous de ces exécuteurs d'ordres qui ont mené l'instruction, représenté l'accusation et prononcé le verdict ? J'ai assisté à votre procès et à celui d'Alexanian<sup>1</sup> et je n'ai pas cessé d'observer leurs visages. Que se passait-il dans leur for intérieur ? Je me perds en conjectures en me demandant pourquoi il ne leur vient pas à l'esprit que, dans un temps pas si éloigné, leurs propres enfants auront honte d'eux ? Quels sont ces gens si particuliers ? De quelle matière sont-ils faits ?

**M. Kh. :** Lorsqu'il est question des changements survenus en Russie depuis l'époque soviétique, je repense à mon procès. Cela peut sembler idiot, mais me remémorer mon procès me donne la possibilité de voir et de réévaluer mes collègues, mes concitoyens. Voulez-vous que je vous parle du procureur Chokhine et de la juge Kolesnikova ? Ce sont de petits fonctionnaires qu'on n'aurait jamais chargés d'un tel dossier si on ne les avait pas «tenus» par des faits compromettants.

Au sujet de Kolesnikova, *Novaja gazeta* a écrit qu'elle était «sur la corde raide», on avait déposé contre elle, au parquet général, une plainte qui était restée sans suite pendant toute la durée du procès. Certains de ses collègues ont écopé de douze ans de prison à la suite de plaintes similaires (des magouilles liées à l'immobilier). Il m'est impossible de juger à quel point les faits reprochés sont véridiques, mais Kolesnikova savait sûrement mieux que moi que la vérité n'a aucune importance dans une

---

<sup>1</sup> Vassili Alexanian, juriste, ex-vice-président exécutif de Loukos. Arrêté en avril 2006 pour «vol et blanchiment d'argent» dans le cadre de ses activités au sein de Loukos. Dans l'année suivant son arrestation, on lui diagnostiqua plusieurs maladies graves : sida, cancer du foie, lymphome et tuberculose. Malgré son état de santé, il ne fut libéré sous caution qu'en décembre 2008. En juin 2010, le tribunal de Moscou statua d'arrêter les poursuites contre Alexanian pour prescription des faits.

situation pareille. Quant à Chokhine, on comprend parfaitement ses problèmes. Le fait qu'il ait décidé de ne pas aller contre la volonté de ses supérieurs et qu'il ait menti au tribunal avec beaucoup d'inspiration (je l'ai déclaré à l'audience) est malheureusement la conséquence inévitable du système de caution solidaire dont il est prisonnier.

Aujourd'hui, certains tentent d'ébranler un peu ce système car il y a, au sein du parquet, de nombreuses personnes qui voudraient être indépendantes, et qui pourraient l'être de par leur éducation, le besoin qu'on a d'eux et l'absence d'infos compromettantes sur eux. Il y en a beaucoup, mais tous ne sont pas comme ça. La nomenklatura d'aujourd'hui est «tenue» par l'existence de données compromettantes, c'est-à-dire la possibilité de détruire tout «frondeur». Est-ce bien ? C'est, bien sûr, répugnant. On pousse vers le haut les gens les plus «entachés», qui projettent sur leurs subordonnés et sur la société leurs principes moraux pervers. Mais pourquoi parler d'eux ? Ce sont des misérables, des malheureux qui auront peur de mourir dans leurs vieux jours.

Une autre chose m'a frappé pendant le procès. L'accusation a interrogé plus de mille cinq cents personnes en menaçant de transformer en accusés beaucoup d'entre eux (certains le sont devenus). Parmi eux, un peu plus de quatre-vingts ont été sélectionnés pour témoigner au procès. Et ces gens – qui avaient des raisons de craindre pour leur propre sort – n'ont pas trahi leur conscience. Personne, je le souligne, personne n'a fait de déposition contre moi et Platon Lébédév. Certains ont même osé intervenir en notre faveur. Or il s'agit de témoins de l'accusation sélectionnés parmi ceux dont nous aurions lésé les intérêts. Comment pourrais-je ne pas penser à l'ancien directeur d'«Apatite», Anatoli Pozdniakov ? À l'ancien gouverneur de la région de Mourmansk, Evguéni Komarov ? À des dizaines d'autres personnes qui, même sous une pression très forte, ont refusé d'aller contre leur conscience. Il y avait aussi, parmi eux, des employés du parquet qui ont refusé de mentir sur ordre de leurs supérieurs (je ne sais pas s'il est nécessaire de rappeler leurs noms).

Nous vivons tout de même dans un pays différent. Oui, il y a encore plein de salauds, mais les citoyens, les vrais citoyens sont déjà plus nombreux, et le processus de transformation des foules en une communauté de citoyens se poursuit. L'énorme erreur de Poutine est d'avoir, volontairement ou non, freiné ce processus de formation d'une société civile. Aujourd'hui, il y a des espoirs que ce processus reprenne, et cela me rend heureux. Peut-être que ce que j'écris ici peut sembler stupide.

**B. A. :** Pourquoi avez-vous accepté de participer au procès, à cette profanation de la justice ? N'aurait-il pas été plus correct de déclarer d'emblée : «Faites de moi ce que vous voulez, je ne crois pas à l'objectivité de votre justice et n'ai pas l'intention de jouer votre jeu» ? Ou peut-être aviez-vous des illusions ?

**M. Kh. :** Vous allez vous moquer de moi, mais j'ai été assez naïf. Je ne doutais pas que le parquet pouvait me garder longtemps en préventive, mais, quasiment jusqu'à la fin, j'étais incapable de croire que la cour puisse prononcer ma culpabilité sans aucune preuve, contre l'évidence et, de surcroît, dans un procès public. Je croyais que le tribunal était un tribunal et que, même s'il facilitait le jeu de l'accusation, il ne pouvait violer ouvertement la loi... Il s'est trouvé qu'il le pouvait sans problème.

Non, au début tout s'est passé de façon plutôt correcte, mais en janvier 2005 quelqu'un a été convoqué en haut lieu pour recevoir des ordres précis, et là, j'ai compris qu'il n'y avait aucune discussion possible avec ces gens-là. Il restait tout de même l'opinion publique, les investisseurs, mes collègues, les collaborateurs de ma société, et j'avais l'obligation de leur expliquer qu'ils avaient travaillé non pas au sein d'un groupe criminel, mais dans une société parfaitement normale prise dans des tenailles pas seulement pour des raisons politiques mais, surtout, à la suite d'accusations de crimes qui n'ont jamais eu lieu. Et si l'on juge par le fait que tous les collaborateurs de Loukos trouvent facilement du travail chez nous comme à l'étranger, j'ai réussi.

**B. A. :** Revenons en arrière. Revenons au moment où le pouvoir a pris la décision définitive de vous emprisonner. Pendant ces dernières années, j'ai abordé ce sujet avec beaucoup de gens. Tous se posaient des questions (et continuent à s'en poser) sur la véritable raison de la guerre personnelle de Poutine contre vous. J'ai eu l'occasion d'écouter toutes sortes de versions. Il est significatif qu'aucun de mes interlocuteurs n'ait pris au sérieux la version officielle : la société Loukos se serait emparée de biens qui ne lui appartenaient pas et aurait volontairement évité de payer des impôts, ce pourquoi les salauds qui la dirigeaient se sont retrouvés en prison. La raison en est que primo, Loukos a été saisi au vu et au su de tout le monde, sans la moindre délicatesse. Deuxio, beaucoup de gens savaient que Loukos payait plus de taxes et d'impôts au Trésor que Rosneft (qui l'a avalée) n'en paie aujourd'hui, alors que le prix du pétrole a quadruplé. «Khodorkovski est en prison pour rien», telle était l'opinion générale.

Je vais vous énumérer les hypothèses que l'on a avancées, et vous me direz laquelle est la plus proche de la vérité. Celle qui se rapproche le plus de la thèse officielle (appelons-la hypothèse n° 1) peut se résumer ainsi : Tous les oligarques des années 1990 ont reçu leurs richesses par des voies iniques. L'État leur a accordé l'accès aux matières premières : voilà pourquoi ils étaient censés respecter certaines règles de conduite dans leurs rapports avec le pouvoir. Or Khodorkovski, après avoir accumulé des milliards de dollars, a violé ces conventions non écrites pour se comporter comme une force politique et sociale indépendante.

Son exemple pouvait inspirer d'autres milliardaires, et la Russie se serait de nouveau retrouvée dans les eaux troubles du «règne des sept banquiers<sup>2</sup>». Certes, Poutine a appliqué des méthodes illégales et malhonnêtes vis-à-vis de Khodorkovski, mais il n'y avait pas d'autre solution : il fallait faire peur aux oligarques et les remettre à leur place.

L'hypothèse n° 2, plus romantique, m'a été livrée par une Dame Parfaitement Renseignée. Lors de la rencontre entre Poutine et les oligarques, vous étiez le seul à avoir osé vous présenter sans cravate, en col roulé. De ce fait, le Garant de la Constitution, très sensible aux signes extérieurs de respect, aurait dit : «Chez Bush, il aurait porté une cravate !» Et il vous en aurait gardé rancune. La même dame m'a dit également : «Plus généralement, Poutine n'aime pas les hommes de grande taille»

---

<sup>2</sup> C'est ainsi que la presse russe du milieu des années 1990 désigna le groupe des sept banquiers (qui étaient également industriels et magnats des médias) les plus influents de Russie : Boris Bérézovski, Mikhaïl Khodorkovski, Mikhaïl Fridman, Piotr Aven, Vladimir Goussinski, Vladimir Potanine et Alexandre Smolenski unirent leurs efforts pour assurer la réélection de Boris Eltsine en 1996. Ces oligarques contrôlèrent dans la seconde moitié des années 1990 la vie politique et économique du pays.

(mais cette dernière affirmation est sujette à caution : dans ce cas, on aurait mis Prokhorov<sup>3</sup> en prison).

Hypothèse n° 3 (confiée par un haut fonctionnaire). Des organes compétents auraient rapporté au président que Khodorkovski planifiait d'investir des milliards dans un scénario de révolution «orange», comme en Ukraine. De manière à assurer la tranquillité de la société, le président aurait pris la seule décision qui s'imposait, sévère mais juste.

L'hypothèse 4 m'appartient en propre. Je peux facilement imaginer qu'un entrepreneur quadragénaire qui s'était naguère fixé l'objectif ambitieux d'afficher la plus grande réussite de la nouvelle économie russe, se soit rendu compte à un moment donné que, pour le dire simplement, l'argent ne fait pas le bonheur. «D'accord, je suis devenu l'homme le plus riche, et après ? J'ai beaucoup de forces, j'ai la moitié de la vie devant moi, et j'ai envie de faire quelque chose de vraiment grand.» Par exemple, aider la Russie à devenir enfin un pays civilisé et concurrentiel. Mais cette énergie a pu inquiéter quelqu'un.

Quelle est l'hypothèse la plus proche de la réalité ? Que s'est-il passé en réalité ?

**M. Kh.** : À l'origine, le pouvoir voulait sans doute disposer de matériaux compromettants sur les principaux groupes d'affaires, puis il a conçu des plans plus radicaux. La conversation avec le président sur les règles du jeu a bien eu lieu, je le reconnais. Au cours de cette conversation (en l'an 2000), Poutine a dit qu'il espérait que les plus grandes entreprises ne seraient pas utilisées pour résoudre des problèmes politiques. Et nous tous, moi compris, avons déclaré soutenir sa position. Le monde des affaires doit rester en dehors de la politique, car c'est de lui que dépend l'approvisionnement de la population en marchandises et en services indispensables. Notons que Loukos a tenu cette promesse jusqu'au bout, bien que le parquet général ait tout fait pour empêcher les livraisons sous contrat (y compris la mise sous séquestre des biens industriels de la société et de ses comptes).

En revanche, il n'a jamais été question que les entrepreneurs ne puissent pas prendre part à la vie politique en leur qualité personnelle ou en faisant du lobbying. Au fond, jusqu'en 2003, l'administration présidentielle et le gouvernement savaient – nous-mêmes les en informions – qui nous aidions et sur quelles questions nous faisons du lobbying. Tout a changé en 2003. On peut toujours se demander pourquoi : à cause de l'approche des élections ? À cause de la politique d'information des représentants des «structures de force» proches du chef de l'État ? Ou tout simplement, parce que la «trêve de l'eau» à la Kipling était finie ? Quoi qu'il en soit, la tendance a brusquement changé, sans aucune discussion préalable.

Je dois dire franchement qu'à cette époque, j'ai graduellement changé ma position, surtout en 2001 et 2002. J'ai compris que la logique des affaires internationales exigeait notamment l'accès des investisseurs à toute information financière confidentielle ainsi qu'une prévisibilité maximale, c'est-à-dire que la loi devait définir tous les aspects importants de l'activité des sociétés. Bref, les affaires modernes exigeaient des relations sociales modernes, et nous nous sommes mis à exercer des pressions systématiques pour les obtenir. Pas d'une manière générale, mais dans

---

<sup>3</sup> Le magnat financier et industriel Mikhaïl Prokhorov, dont la fortune est évaluée en 2010 à 13,4 milliards de dollars, mesure deux mètres.

notre domaine spécifique. Nous sommes parvenus à introduire dans la loi sur les transports par oléoducs et gazoducs ce que l'on appelle l'«accès égal aux tuyaux». Par conséquent, le principe des quotas (lesquels, dans le passé, étaient fixés chaque trimestre «de manière créative», c'est-à-dire aléatoire, par les fonctionnaires) a été inscrit dans la loi. Nous avons pu faire passer la fixation par la loi de l'échelle des taxes douanières – dans le passé, ces taxes étaient une «mangeoire» supplémentaire pour les fonctionnaires – et quelques autres amendements du même type contre la corruption.

Tous ces amendements ne se négociaient pas «dans les couloirs», mais ils étaient à chaque fois l'objet d'auditions parlementaires publiques. Une fois, au cours d'une réunion ouverte chez le premier ministre Mikhaïl Kassianov, j'ai proposé à quatre ministres d'expliquer concrètement en quoi consistait leur intérêt pour la préservation de l'ancien système. Ils ont publiquement refusé et leurs objections ont été levées. Je veux dire que les bagarres étaient réelles. Bien sûr, les méthodes employées étaient «végétariennes» en comparaison avec ce qui se passe actuellement, mais cela fit pas mal de mécontents. Néanmoins, la place des prévaricateurs démasqués ne restait jamais vide : d'autres se bousculaient pour l'occuper. J'ai compris que, sans un soutien politique au sommet de l'État, la bataille ne serait jamais gagnée.

Il a donc été décidé de poser le problème de la corruption devant le président. Le sujet était soutenu par Volochine<sup>4</sup> et, cela va vous surprendre, par Medvedev qui, à son poste de chef adjoint de l'administration présidentielle, était chargé de préparer une réunion, chez le président, avec l'Union des Entrepreneurs et Industriels. Apparemment, ce problème n'avait pas seulement mûri au sein de l'Union. La réunion a été explosive. C'était le 19 février 2003. J'y ai parlé de l'énorme marché de la concussion dans le pays : 30 milliards de dollars, 10 % du PIB. (À propos, début 2008, le procureur général adjoint a avancé le chiffre de 240 milliards de dollars, c'est-à-dire 20 % du PIB.)

Très vite, en mars de la même année, les attaques contre moi ont commencé. On s'est mis à chercher la moindre petite bête à mon encontre. Par exemple, au moment des élections, les grandes entreprises avaient coutume d'aider les candidats des régions où elles étaient implantées ainsi que différents partis (certains sur ordre du Kremlin, d'autres à leur guise). Comme ma société pratiquait désormais la transparence, j'ai décidé d'arrêter les soutiens en coulisse, et de les rendre publics et personnels. J'ai soutenu ouvertement – et non en cati-mini – l'Union des forces de droite et labloko<sup>5</sup>, mais avec mes propres fonds, et non ceux de ma société, après avoir payé mes impôts au préalable. D'autres collègues ont soutenu, avec autant de transparence, des hommes et des partis qui leur étaient politiquement proches. C'était une pratique civilisée, et, au début, de nombreux fonctionnaires n'ont rien trouvé à y redire. Néanmoins, après février 2003, on a interprété cela différemment : «Préparatifs en vue d'une prise du pouvoir».

---

<sup>4</sup> Alexandre Volochine, homme politique, ancien chef de l'administration présidentielle (1999-fin 2003).

<sup>5</sup> Partis politiques russes qui jouirent d'une certaine influence sous Eltsine et furent représentés à la Douma entre 1999 et 2003. À partir de 2003, ces partis, en opposition au régime Poutine, ne purent franchir le seuil des suffrages nécessaire pour être représentés à la Douma (5 % en 2003, 7 % en 2007).